

NUL NE SERA SOUMIS...

à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Dans le monde

Bulletin d'information de la Commission Abolition de la peine de mort et de la torture d'Amnesty International France
76 Bd de la Villette 75940 PARIS CEDEX 19
Pour toute information, écrire à compeinedemort@amnesty.fr

BURKINA-FASO



DEUX ANS APRÈS, L'ÉMINENT JOURNALISTE SERGE OULON TOUJOURS PORTÉ DISPARU
Les autorités du Burkina Faso devraient fournir d'urgence des informations sur la disparition forcée du journaliste Serge Oulon, commise par des agents de l'État il y a deux ans, et le libérer immédiatement, ont conjointement déclaré Amnesty International, Human Rights Watch, l'Observatoire Kisal, l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits humains – un partenariat entre la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) – et Reporters sans frontières (RSF).

AIF 22 juin 2026 - [En savoir plus](#) - Voir aussi [ONU Info](#) 4 mai 2026

BURKINA-FASO - MALI - NIGER



LE RETRAIT DU STATUT DE ROME CONSACRE L'IMPUNITÉ ET MENACE DE PRIVER LES VICTIMES DE CRIMES DE GUERRE DE JUSTICE ET DE RÉPARATIONS

Réagissant à la décision du Burkina Faso, du Mali et du Niger de déposer des notifications officielles de retrait du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Marceau Sivieude, directeur régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, a déclaré : "Cette décision des gouvernements du Burkina Faso, du Mali et du Niger menace de priver des milliers de victimes de la possibilité d'obtenir vérité, justice et réparations. Depuis plus d'une décennie, Amnesty International recense les crimes relevant du droit international commis contre des civil·e·s lors des conflits qui affectent chacun de ces pays. Bon nombre de ces crimes pourraient relever de la compétence de la CPI."

AI 2 juillet 2026 - [Lire la suite](#)

CONGO (RDC)



LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS EFFRÉNÉES COMMISES PAR LES ADF CONTRE DES CIVIL·E·S SONT DES "CRIMES DE GUERRE QUE LE MONDE NE SAURAIT CONTINUER D'IGNORER"

Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), la population civile subit une multiplication des atteintes aux droits humains imputables aux combattant·e·s des Forces démocratiques alliées (ADF) qui s'apparentent à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, a déclaré Amnesty International dans un nouveau rapport.

AI 5 mai 2026 - [En savoir plus](#)

ERYTHREE



UN EXPERT DE L'ONU ACCUSE LES AUTORITÉS ERYTHRÉENNES DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Des violations des droits humains, systématiques et généralisées, sont commises par les autorités en Érythrée, y compris des crimes contre l'humanité, a estimé un expert de l'ONU vendredi, évoquant des cas de

torture, de détentions arbitraires et de disparitions forcées.

RTBF 19 juin 2026 - [Lire la suite](#)

IRAN



LES SOUFFRANCES DES EXÉCUTIONS EN IRAN – DIMENSIONS HUMAINES ET JURIDIQUES

L'appareil d'exécutions au sein du système judiciaire de la République islamique d'Iran n'est pas simplement un instrument de châtiment ; il constitue plutôt un mécanisme complexe conçu pour reproduire la

terreur, infliger une torture psychologique aux survivants et contenir le potentiel de contestation de la société.

CSDHI 29 juin 2026 - [Lire la suite](#) - Voir aussi [CSDHI](#) 1er mai 2026

MALI



LES AUTORITÉS DOIVENT IMMÉDIATEMENT FAIRE LA LUMIÈRE SUR LE SORT ET LE LIEU OÙ SE TROUVE L'AVOCAT ET HOMME POLITIQUE PRO-DÉMOCRATIE MOUNTAGA TALL

Réagissant à la disparition de l'avocat malien et leader de l'opposition Mountaga Tall survenue aux premières heures du 3 mai, Ousmane Diallo, chercheur senior sur le Sahel au bureau régional d'Amnesty

International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, a déclaré : " Nous sommes alarmés par la disparition de Mountaga Tall, qui a été emmené de son domicile par des hommes armés cagoulés. À ce jour, personne ne sait s'il est détenu ni où il se trouve, ni si des charges ont été retenues contre lui. Les autorités maliennes doivent de toute urgence révéler ce qu'il est advenu de lui et où il se trouve, et le libérer immédiatement ou respecter une procédure régulière s'il est accusé d'infractions."

AI 4 mai 2026 - [Lire la suite](#)

OUGANDA



LES AUTORITÉS DOIVENT ENQUÊTER SUR LES HOMICIDES, DÉTENTIONS ARBITRAIRES ET ACTES DE TORTURE LIÉS AUX ÉLECTIONS ET INFLIGÉS À DES MEMBRES ET DES SYMPATHISANT·E·S DE L'OPPOSITION

Les forces ougandaises de sécurité ont pris pour cible des membres et des sympathisant·e·s du parti d'opposition Plateforme de l'unité nationale (NUP), recourant à une force meurtrière, à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements avant, pendant et après les élections générales du 15 janvier, a déclaré Amnesty International jeudi 30 avril.

AIF 1er mai 2026 - [Lire la suite](#)

SOUDAN



LA TORTURE ET LES DISPARITIONS FORCÉES SE BANALISENT, DÉNONCENT DES ENQUÊTEURS DE L'ONU

Au Soudan, la guerre s'enlise et les méthodes se durcissent : détentions arbitraires, torture, disparitions forcées deviennent des outils de contrôle de la population, alertent des enquêteurs

indépendants de l'ONU. Alors que le conflit est entré dans sa quatrième année, la situation de protection des civils se dégrade fortement et atteint un niveau jugé catastrophique.

ONU Info 15 juin 2026 - [En savoir plus](#) - Voir aussi [ONU Info](#) 23 juin 2026

AUTRICHE - SYRIE

LES VICTIMES APPELÉES À TÉMOIGNER AU PROCÈS D'ANCIENS RESPONSABLES SYRIENS ACCUSÉS DE TORTURE

En Autriche, se tient depuis le 1er juin le procès de deux anciens responsables de l'appareil d'État syrien, un ex-général et un ex-policier accusés de torture et de crimes graves commis contre des civils emprisonnés à Raqqa, entre 2011 et 2013. À partir de ce lundi 8 juin, les victimes vont être entendues.

RFI 8 juin 2026 - [En savoir plus](#) - Voir aussi [Courrier International](#) 1er juin 2026 - Voir également [RFI](#) 10 mai 2026

CAMEROUN

AU PROCÈS DE L'ASSASSINAT DE MARTINEZ ZOGO, LA PROJECTION D'UNE VIDÉO MONTRANT L'ANIMATEUR TORTURÉ

Le long procès de l'assassinat de Martinez Zogo, animateur de radio camerounais retrouvé mort en janvier 2023 après de nombreuses violences, s'est poursuivi ce 1er juin 2026 à Yaoundé, avec la projection d'une vidéo le montrant ensanglanté et appelant à l'aide. Un document retrouvé dans les données d'un des suspects.

RFI 2 juin 2026 - [En savoir plus](#)

CENTRAFRIQUE (RCA)

LE PROCÈS LONGTEMPS ATTENDU DE L'ANCIEN PRÉSIDENT BOZIZÉ POUR CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ENTACHÉ PAR SON ABSENCE

Réagissant à l'ouverture du procès de l'ancien président François Bozizé et de trois coaccusés devant la Cour pénale spéciale (CPS) en République centrafricaine, Marceau Siviude, directeur régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, a déclaré : "Que François Bozizé soit jugé pour crimes contre l'humanité, notamment pour torture, meurtre, détention arbitraire et disparitions forcées, témoigne d'une volonté forte de la CPS de lutter contre l'impunité et de faire respecter le droit des victimes à la justice et aux réparations. Cependant, le fait de le juger par contumace entache considérablement ce procès. Il est essentiel qu'il soit arrêté, extradé et qu'il compareaisse en personne devant le tribunal.

AI 16 juin 2026 - [En savoir plus](#)

EGYPTE

UN PRISONNIER VICTIME DE TORTURE JUGÉ POUR SES CONVICTIONS RELIGIEUSES : SAID ABDELRAZEK

Le 15 juillet 2025, des membres des forces de sécurité ont arrêté Said Abdelrazek, Égyptien converti au christianisme, à son domicile situé au Caire. Après neuf mois de détention provisoire arbitraire, il a été déféré devant une chambre du Premier tribunal pénal de Badr consacrée aux affaires de terrorisme pour répondre d'accusations liées à sa conversion et à ses convictions religieuses. Lors de la première audience de son procès, le 21 avril 2026, celui-ci a été reporté au 15 juin 2026. Said Abdelrazek est actuellement incarcéré à la prison du Dixième jour de ramadan et son état de santé est de plus en plus préoccupant.

AIF 12 mai 2026 - [En savoir plus](#)

FRANCE - ISRAËL

L'ENQUÊTE POUR TORTURES SUR DES PARTICIPANTS À LA "FLOTTILLE POUR GAZA" AVANCE

Un mois après l'interception d'une "flottille pour Gaza", l'enquête ouverte en France pour tortures et crime de guerre avance, avec les premières auditions de militants

propalestiniens, dont plus d'une dizaine ont déposé plainte, visant notamment les dirigeants israéliens.

La Presse 23 juin 2026 - [Lire la suite](#) - Voir aussi [Le Monde](#) 9 juin 2026

GABON

"LA LUTTE CONTRE LA TORTURE NE DOIT PAS RESTER UN SIMPLE DISCOURS"

Claudine Aicha Tsoumbo est une militante gabonaise des droits humains et présidente de l'Association Réconciliation, engagée dans la défense des victimes de la répression post-électorale de 2016 au Gabon. Infirmière présente au quartier général de l'opposition lors de l'assaut d'août 2016 à Libreville, elle a porté secours aux victimes et documenté les violences commises durant cette période, qui ont marqué le début de son engagement en faveur de la justice et de la vérité.

OMCT 10 juin 2026 - [En savoir plus](#)

LIBYE

L'ANCIEN HAUT RESPONSABLE DE LA POLICE OSAMA NAJIM CONDAMNÉ À PLUS DE 7 ANS DE PRISON

Un ancien haut responsable de la police judiciaire libyenne, Osama Najim, a été condamné à sept ans et quatre mois de prison par un tribunal libyen, a annoncé le Procureur national. Il a été reconnu coupable d'actes de torture et de traitements cruels et dégradants infligés aux détenus de la prison de Mitiga.

InfoMigrants 23 juin 2026 - [En savoir plus](#)

MYANMAR (BIRMANIE)

TORTURES, VIOLENCES SEXUELLES, HUMILIATIONS... DEUX RAPPORTS METTENT EN AVANT LES ABUS CONTRE LES FEMMES EN BIRMANIE

Une enquête de nos confrères du quotidien britannique The Guardian, publiée ce jeudi 11 juin, ainsi que deux rapports récents, l'un de l'ONU et l'autre de l'ONG birmane AAPP (Association d'assistance aux prisonniers politiques), alertent sur l'existence d'un système de répression carcérale fondé sur le genre en Birmanie.

TV5 Monde 11 juin 2026 - [En savoir plus](#)

TUNISIE

LA CONDAMNATION À 25 ANS DE PRISON PRONONCÉE CONTRE SIHEM BENSEDRINE, DÉFENSEUSE DES DROITS HUMAINS DE RENOM, EST UNE INJUSTICE CRIANTE

En réaction à l'information selon laquelle un tribunal tunisien a condamné Sihem Bensedrine à 25 ans de prison, après l'avoir déclarée coupable sur la base de fausses accusations en relation avec sa fonction de présidente de l'Instance vérité et dignité (IVD), Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, a déclaré : "Cette décision est une véritable parodie de justice. Il est scandaleux que Sihem Bensedrine ait été condamnée à 25 ans derrière les barreaux uniquement en raison de son travail et de son action de défense de longue date en faveur des droits humains."

AIF 29 juin 2026 - [Lire la suite](#)

UKRAINE - RUSSIE - FRANCE

SOUPÇONNÉ DE TORTURES DANS UNE PRISON DE DONETSK, UN UKRAINIEN ÉCROUÉ EN FRANCE POUR CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Ancien détenu de la prison d'Izolyatsia, un «centre d'art contemporain transformé en prison» par les Russes, Yehven B. aurait servi aux autorités pénitentiaires de supplétif pour extorquer des aveux aux autres prisonniers. Il vivait en France depuis 2021.

Libération 8 mai 2026 - [Lire la suite](#) - Voir aussi [AI](#) 5 mai 2026

Mais aussi

AFRIQUE

ASSASSINATS, EXÉCUTIONS DE MASSE, TORTURES : LE TOP 5 DES RÉGIMES LES PLUS SANGLANTS D'AFRIQUE

En Afrique, leurs noms sont restés à jamais gravés dans l'histoire. Idi Amin Dada, Mengistu Haile Mariam, Omar El Béchir, Hussein Habré, Charles Taylor entre autres, ont marqué les esprits durant leur règne entre les années 70 et les années 2000. Arrivés au pouvoir, ils ont régné d'une main de fer, menant une politique de répression particulièrement violente marquée par des assassinats, des exécutions, des emprisonnements en masse et le recours à la torture systématique dans les lieux de détention. Dans cet article, BBC News Afrique revient sur ces dirigeants dont les règnes ont été particulièrement sanglants avec des descriptions issues des rapports établis par des organisations de défense des droits humains.

BBC 13 juin 2026 - [En savoir plus](#)

CHINE - FRANCE

RÉPRESSION DES OUIGHOURS EN CHINE ET ABSENCE D'INFORMATIONS SUR DES CAS DE DÉTENTION

Dans une question écrite, Mme Antoinette Guhl attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation des Ouïghours en République populaire de Chine, au regard des engagements internationaux en matière de droits fondamentaux. Elle souligne que, depuis plusieurs années, de nombreuses sources concordantes font état d'une politique de répression systématique visant cette minorité musulmane, caractérisée par des détentions massives, ainsi que par des allégations de torture et de traitements cruels, inhumains ou dégradants. Dans la région du Xinjiang, plus d'un million de Ouïghours seraient ainsi privés de liberté dans des camps d'internement, en violation notamment de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme relatif à l'interdiction de la détention arbitraire, ainsi que de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques prohibant la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Sénat 7 mai 2026 - [Lire la question et la réponse](#)

LIBERIA

"REFAIRE DE CET ENDROIT UN LIEU POUR LA VIE" : UN CENTRE DE TORTURE TRANSFORMÉ EN ÉCOLE AU LIBERIA

La localité de Gbartala, dans le centre du pays, a accueilli pendant la guerre un camp militaire servant également de centre de torture. Il était dirigé par Chuckie Taylor, fils de Charles Taylor. Depuis, le camp est désaffecté et les propriétaires du terrain y ont construit une école qu'ils dirigent. Cet établissement accueille de nombreux élèves orphelins, comme un symbole de la renaissance du pays après la terrible guerre civile entre 1989 et 2003.

RFI 3 mai 2026 - [Lire la suite](#)

OMCT

INDICE MONDIAL DE LA TORTURE

L'année 2025 a été marquée par une étape majeure qui fait la fierté de l'OMCT : le lancement de l'Indice mondial de la torture, un outil inédit fondé sur des données probantes conçu pour faire progresser la lutte contre ce fléau dans 27 pays à travers cinq régions du monde. Au-delà de son lancement qui a constitué une étape charnière cette année, cet indice s'est progressivement imposé comme un point de convergence pour le renforcement

des partenariats, de la reconnaissance de cette problématique, du travail collaboratif et des efforts continus de plaidoyer.

OMCT 25 juin 2026 - [En savoir plus](#) (2 vidéos disponibles directement sur le site ou en utilisant les adresses suivantes : <https://youtu.be/M5DnUneuyq8> et <https://youtu.be/RU7B1R35Z38>) - Voir aussi [TDG](#) 26 juin 2026

ONU

LES CAS DE VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AUX CONFLITS ONT PLUS QUE DOUBLÉ EN 2025, MET EN GARDE L'ONU

Près de 10.000 cas de violences sexuelles liées aux conflits ont été recensés dans le monde l'année dernière - soit plus du double du chiffre de l'année précédente -, alors que le viol, l'esclavage sexuel et les enlèvements ont été utilisés comme armes de guerre en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe et dans les Caraïbes.

ONU Info 29 mai 2026 - [Lire la suite](#)

PORTUGAL

"TORTURE EN UNIFORME" : LE PORTUGAL CONFRONTÉ AUX VIOLENCES POLICIÈRES

L'enquête sur les sévices présumés commis dans les commissariats du Rato et du Bairro Alto à Lisbonne a déjà conduit à l'arrestation de 24 policiers. Le scandale met sous pression les forces de sécurité portugaises et teste la ligne de fermeté affichée par le ministre de l'Intérieur, Luís Neves.

Courrier International 7 mai 2026 - [Lire la suite](#)

SUISSE

LA COMMISSION NATIONALE DE PRÉVENTION DE LA TORTURE DÉNONCE LA SURPOPULATION CARCÉRALE EN SUISSE
La surpopulation carcérale en Suisse porte atteinte aux droits fondamentaux des détenus, selon la Commission nationale de prévention de la torture. Créer de nouvelles places de détention ne suffit pas, il faut une stratégie globale pour réduire le nombre d'incarcérés.

Le Temps 29 juin 2026 - [En savoir plus](#)

TOGO

LETTRÉ OUVERTE POUR UN RETOUR SÛR DES DÉFENSEUR·ES DES DROITS HUMAINS EN EXIL

Un an après les manifestations de juin 2025, dont la répression a entraîné l'exil forcé de dizaines de défenseur·es des droits humains, l'Observatoire pour la protection des défenseur·es des droits humains (un partenariat de l'Organisation mondiale contre la torture - OMCT et de la Fédération internationale pour les droits humains - FIDH) et le Centre de documentation et de formation sur les droits humains (CDFDH) appellent, dans une lettre ouverte, l'État togolais à mettre en place les garanties suffisantes pour leur retour en toute sécurité, afin de favoriser un climat d'apaisement social dans le pays.

OMCT 11 juin 2026 - [En savoir plus](#)

Informations légales. Les données personnelles utilisées pour diffuser ce bulletin sont traitées par Amnesty International France (AIF), responsable du traitement, afin de vous envoyer des informations issues du travail d'AIF sur la thématique de l'abolition de la torture dans le monde. Conformément au Règlement européen général sur la protection des données du 27 avril 2016 et à la loi Informatique et Libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation et d'opposition au traitement des données vous concernant, ainsi qu'un droit à la portabilité. Vous pouvez exercer ces droits en contactant la Commission Abolition de la peine de mort et de la torture à l'adresse mentionnée ci-dessous, par email [compeinedemort@amnesty.fr] ou par téléphone [01 53 38 65 35]. Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL si vous l'estimez nécessaire. Pour plus d'information sur le traitement de vos données personnelles, veuillez consulter notre politique de confidentialité [<https://www.amnesty.fr/politique-de-confidentialite>]. Amnesty International France 72-76, boulevard de la Villette 75019 Paris.